

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 6-10 novembre 2006

QUESTIONS DE POLITIQUE GÉNÉRALE

**Point 4 de l'ordre du
jour**

*Pour information**

F

Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2006/4-D
6 octobre 2006
ORIGINAL: ANGLAIS

RAPPORT SUR LES PARTENARIATS STRATÉGIQUES DU PAM EN MATIÈRE D'ANALYSE ÉCONOMIQUE

* Conformément aux décisions du Conseil d'administration sur la gouvernance approuvées à la session annuelle et à la troisième session ordinaire de 2000, les points soumis pour information ne seront pas discutés, sauf si un membre en fait la demande expresse, suffisamment à l'avance avant la réunion, et que la présidence fait droit à cette demande, considérant qu'il s'agit là d'une bonne utilisation du temps dont dispose le Conseil.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

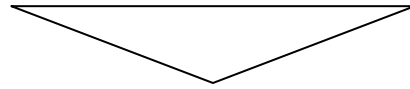
Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur, PDP:	M. S. Samkange	tél.:066513-2767
Chef, PDPE:	M. H.- J. Brinkman	tél.:066513-2062

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme C. Panlilio, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

PROJET DE DECISION*



Le Conseil prend note du "Rapport sur les partenariats stratégiques du PAM en matière d'analyse économique" (WFP/EB.2/2006/4-D).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" (document WFP/EB.2/2006/16) publié à la fin de la session du Conseil.



INTRODUCTION

1. Lorsqu'il a examiné le document intitulé "Rôle et application de l'analyse économique au PAM" (WFP/EB.A/2006/5-C) à sa session annuelle de juin 2006, le Conseil a demandé au Secrétariat de lui soumettre à sa deuxième session ordinaire, en novembre 2006, un rapport écrit contenant des informations détaillées sur les partenariats stratégiques du PAM y compris en ce qui concerne la répartition des tâches entre les organisations participantes, compte tenu des observations formulées à propos du document par les membres du Conseil. Le présent document a pour but d'informer le Conseil de la coopération actuellement menée par le PAM avec ses partenaires pour la réalisation d'analyses économiques et sur les possibilités de resserrer cette coopération.

CONTEXTE

2. Le PAM cherche, par ses analyses économiques, à améliorer l'efficacité et l'efficacéité de ses interventions et à faciliter ainsi la réalisation de ses objectifs stratégiques. Les analyses économiques doivent par conséquent être étroitement liées au mandat et aux domaines d'intervention du PAM. Comme ses propres capacités d'analyse économique sont limitées, il importe pour le PAM de travailler en collaboration avec d'autres organisations en adaptant, lorsque cela est possible, les méthodes et les outils utilisés par ses partenaires. Le PAM s'emploie à éviter tout chevauchement des travaux d'analyse et à maximiser sa coopération avec les autres institutions.

PARTENARIATS EXISTANTS

3. Les analyses économiques sont importantes pour quatre des principaux aspects des activités du PAM: i) l'analyse des facteurs économiques qui contribuent à l'insécurité alimentaire; ii) l'intégration des opérations du PAM au contexte national de développement; iii) l'analyse des marchés des produits alimentaires; et iv) l'évaluation de l'impact et de l'efficacité des opérations et du choix des approches retenues. Des partenariats ont été établis avec d'autres organismes de développement et organismes d'aide humanitaire dans chacun de ces domaines.
4. Les exemples de partenariat mentionnés dans les paragraphes ci-après donnent une idée des divers types d'associés avec lesquels collabore le PAM en matière d'analyse économique. Cette liste n'est pas exhaustive et la plupart des exemples concernent les partenariats établis au niveau du siège, mais une multitude de partenariats ont également été mis en place au niveau des bureaux de pays et des bureaux régionaux.
5. Indépendamment des partenariats concernant des initiatives spécifiques, le PAM s'est efforcé de renforcer ses capacités internes d'analyse économique par le biais d'un détachement de fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies, de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et de la Banque mondiale.

Partenariats concernant l'analyse des facteurs économiques qui contribuent à l'insécurité alimentaire

6. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le PAM collaborent depuis longtemps en organisant des missions conjointes d'évaluation de la production et de la disponibilité alimentaires. Ces missions ont pour but de rassembler des informations précises, récentes et crédibles sur les risques imminents d'insécurité alimentaire à l'échelon national ou régional de sorte que les gouvernements, les institutions des Nations Unies et d'autres acteurs puissent intervenir.
7. Dans le cadre de ces missions, le PAM réalise des analyses sur l'alimentation des ménages au niveau microéconomique tandis que la FAO établit des bilans alimentaires nationaux au niveau macroéconomique. Le PAM se charge d'identifier les régions, populations et ménages vulnérables, d'estimer l'étendue de leur déficit vivrier et de calculer leurs besoins alimentaires. La FAO, pour sa part, évalue les perspectives des cultures et des récoltes et estime les besoins de consommation, la production nationale et la capacité d'importation du pays.
8. Le PAM collabore également avec la FAO et le Groupe de travail interorganisations pour les systèmes d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité afin d'élaborer des bases de données spatiales détaillées —y compris des données socio-économiques à l'échelon infranational— auxquelles les deux organisations puissent avoir accès pour leurs analyses de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité et leurs activités de cartographie de la pauvreté.
9. Le PAM et la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes ont lancé conjointement un projet visant à estimer le coût de la faim dans chacun des pays de la région Amérique latine et Caraïbes. Dans le cadre de ce projet, il est fourni un appui aux activités de plaidoyer tendant à mobiliser des ressources accrues pour des interventions de lutte contre la faim et d'amélioration de la nutrition. Le projet tend également à mettre en relief le rôle capital que la lutte contre la faim et la malnutrition peut jouer dans les stratégies nationales et régionales de développement. Il est appuyé par différentes organisations internationales comme la Banque interaméricaine de développement, le PNUD et la Banque mondiale, ainsi que par plusieurs services statistiques et instituts de recherches économiques et sociales nationaux.
10. À la suite des missions effectuées au Niger par des fonctionnaires du siège du PAM après la crise alimentaire qui s'est produite à la fin de 2005, la Banque mondiale a invité le PAM à participer à l'évaluation à mi-parcours d'un projet d'irrigation à l'échelle nationale (PIP-2). La participation du PAM à cette évaluation a débouché sur une réorientation partielle de ce projet afin que puissent en bénéficier des groupes d'agriculteurs pauvres et touchés par l'insécurité alimentaire qui en étaient précédemment exclus. La mission du PAM a également pris part à l'élaboration d'un document de politique générale exposant les mesures que le Gouvernement du Niger devrait mettre en oeuvre pour pouvoir obtenir l'allocation de fonds de la Banque mondiale dans le cadre du projet de soutien budgétaire pour 2006 (projet de crédit pour la réforme du secteur rural et du secteur social). La contribution du PAM a notamment consisté à mettre en relief la nécessité de faire du renforcement de la sécurité alimentaire l'un des piliers de la stratégie nationale de développement du Niger et à identifier les mesures à adopter à cette fin.

Partenariats pour l'intégration des opérations du PAM au contexte national de développement

11. Ces dernières années, le PAM s'est attaché à renforcer ses capacités de participer à la formulation de documents de politique générale comme les stratégies pour la réduction de la pauvreté (SRP), les approches sectorielles et les Plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD). Tous les nouveaux programmes de pays approuvés par le Conseil en 2004 et en 2005 étaient conformes aux priorités nationales exposées dans les SRP, les approches sectorielles et les PNUAD.
12. Le PAM est résolu à intensifier sa participation aux processus comme ceux qui concernent l'élaboration des SRP (WFP/EB.A/2006/5-B). Cette participation croissante à l'élaboration des SRP a amené le PAM à resserrer sa coopération avec les autres parties prenantes et organismes de développement ainsi qu'avec les institutions locales qui opèrent dans les secteurs de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Les principaux partenaires du PAM dans le cadre du processus d'élaboration des SRP sont les gouvernements nationaux, les institutions des Nations Unies, en particulier la FAO, le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), et la Banque mondiale. Le PAM s'attache, en exploitant ses propres avantages stratégiques et comparatifs, à mettre à la disposition des gouvernements et des autres intervenants des informations indispensables sur les groupes affectés par l'insécurité alimentaire, qui sont habituellement les plus pauvres d'entre les pauvres, et mène une action de plaidoyer pour qu'une priorité élevée soit accordée aux besoins de ces groupes dans les stratégies de lutte contre la pauvreté.
13. Les projets du PAM sont aujourd'hui alignés plus étroitement sur les stratégies et les priorités des gouvernements. En Sierra Leone, par exemple, le bureau de pays du PAM, la FAO et les autres organismes qui interviennent dans la filière de produits alimentaires, comme *Cooperative for Assistance and Relief Everywhere*, les Services de secours catholiques et World Vision International, ont constitué une équipe spéciale interorganisations qui a été chargée de formuler, sous la direction du Ministère de l'agriculture, des forêts et de la sécurité alimentaire, une stratégie nationale de renforcement de la sécurité alimentaire; celle-ci a été le principal instrument utilisé pour influencer par la suite sur la préparation de la SRP, laquelle comporte une importante composante de renforcement de la sécurité alimentaire. Le bureau régional et l'Unité d'analyse économique du siège ont fourni une assistance technique précieuse au bureau du PAM en Sierra Leone.
14. Le PAM aide les gouvernements de différents pays à établir des stratégies de protection sociale à long terme, par exemple le Programme de protection des moyens de production en Éthiopie. Le PAM et ses partenaires, comme l'Agence canadienne de développement international, l'Agence irlandaise de coopération pour le développement, le *Department for International Development* du Royaume-Uni, l'Union européenne, l'*Agency for International Development* des États-Unis et la Banque mondiale, travaillent en coopération avec le Bureau fédéral éthiopien de coordination des programmes de sécurité alimentaire, le Ministère des finances et du développement économique et des antennes régionales des services de sécurité alimentaire afin d'améliorer l'efficacité et l'efficacéité du Programme de protection des moyens de production.

15. En collaboration avec l'UNICEF, le PAM a aidé le Gouvernement du Nigéria à mettre au point un programme national de santé et d'alimentation scolaire reposant sur l'utilisation d'aliments provenant de potagers familiaux. Ce programme fait partie d'une initiative financée sous l'égide du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique par le Nigéria avec l'appui fourni par la Banque mondiale, l'UNICEF et la FAO par le biais des programmes menés actuellement par ces organisations dans le pays.

Partenariats pour l'analyse des marchés des produits alimentaires

16. Le Projet de renforcement des capacités d'évaluation des besoins d'urgence est le principal moyen utilisé par le PAM pour améliorer ses capacités d'analyse des marchés des produits alimentaires dans les situations d'urgence et en particulier le rôle joué par l'aide alimentaire. Ce projet novateur du PAM coopère avec le Système mondial d'information et d'alerte rapide (SMIAR) de la FAO, qui donne des avis techniques. Quatre des 11 études de marché pilotes engagées dans le cadre du Projet de renforcement des capacités d'évaluation des besoins d'urgence pour définir un modèle que puisse utiliser le PAM pour rassembler des informations sur les marchés en vue de ses futures évaluations de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence ont été réalisées par des agents du SMIAR.
17. L'on a également entrepris, dans le cadre du Projet de renforcement des capacités d'évaluation des besoins d'urgence, d'élaborer un modèle de marché en coopération avec l'Université de l'État du Michigan, qui bénéficie également de l'appui technique de la Banque mondiale. Ce modèle sera utilisé pour estimer les effets des hausses de prix et des baisses de production sur la sécurité alimentaire des ménages vulnérables.
18. Le PAM a engagé des discussions avec la Banque mondiale et avec la FAO en vue d'élaborer un cadre pour le développement des marchés céréaliers en Afrique. Cette action en partenariat, qui doit être menée à bien en trois ans, prévoit des activités d'analyse et de plaidoyer. Le PAM contribuera à l'analyse de questions comme les effets et les conséquences sur les marchés céréaliers de la distribution d'aide alimentaire et des achats locaux de produits alimentaires ainsi que les effets sur les marchés céréaliers de l'insuffisance ou de l'absence d'infrastructures.

Partenariats pour l'évaluation de l'impact et de l'efficacité des opérations et des approches

19. En collaboration avec le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), le PAM a réalisé une analyse visant à estimer les coûts de la fourniture d'une aide alimentaire et d'un appui nutritionnel aux personnes participant aux programmes de lutte contre le VIH et le sida et à leurs familles proches. Le volume global des ressources nécessaires pour la fourniture de cette aide alimentaire et de ce soutien nutritionnel a également été estimé sur la base des prévisions établies par le programme ONUSIDA en vue de l'élargissement de ces interventions pendant la période 2006–2008.

PROCHAINES ETAPES

20. De nombreuses initiatives se poursuivent actuellement en coopération avec les partenaires du PAM en matière d'analyses économiques. Le PAM est pleinement résolu à resserrer sa coopération avec ses partenaires pour améliorer l'efficacité et l'efficacité de ses opérations, consolider les capacités existantes, exploiter ses avantages comparatifs et éviter les chevauchements d'activités.



21. Depuis que le Conseil a approuvé le document de politique générale intitulé "Rôle et application de l'analyse économique au PAM" à sa session annuelle de 2006, le PAM a intensifié ses contacts de haut niveau avec la FAO et le FIDA pour développer et élargir les accords de partenariats interorganisations. Les trois organisations ont constitué un comité de neuf membres chargés de discuter des possibilités de resserrement de la coopération interorganisations dans différents domaines, parmi lesquels l'analyse économique occupe une place de choix. L'un des domaines dans lequel la coopération interorganisations apparaît comme capitale est celui de l'intégration des opérations de chaque organisation au contexte national de développement à l'intérieur du cadre de planification stratégique offert par les SRP.

LISTE DE SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
PDP	Division des stratégies, des politiques et de l'appui aux programmes
PDPE	Unité d'analyse économique
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SMIAR	Système mondial d'information et d'alerte rapide
SRP	stratégies pour la réduction de la pauvreté
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance